

DROIT DE REGARD

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME

ÉDITORIAL

L'ONU : QUEL NOUVEAU SOUFFLE ?

Après la guerre du Golfe, certains prédisaient, la guerre froide étant définitivement révolue, un nouvel ordre mondial, régulé par l'ONU. Mais, trois ans plus tard, qu'observons-nous ? Un nouveau discrédit des Nations Unies, résultant de ses récents échecs :

- en Somalie, où l'objectif assigné à sa mission a été détourné, la course-poursuite avec le général Aidid n'ayant, en effet, plus rien à voir avec l'humanitaire.
- en Angola, où l'Organisation, malgré la mise en place d'un processus électoral fort coûteux, n'est pas parvenue à rétablir la paix. Après son effacement, les combats ont repris, plus meurtriers que jamais.
- en Haïti, où l'ONU semble paralysée. Que dire du Libéria, pays ravagé par la guerre depuis quatre ans et où l'aide humanitaire ne parvient pratiquement plus ?
- que dire aussi de l'ex-Yougoslavie, où les "casques bleus", grâce notamment à un très fort contingent français, parviennent à sauver certaines populations de la famine, mais ressentent durement les limites imposées par ^{leur} action ?
- que dire encore de tous les endroits du monde, ravagés par la guerre, où l'ONU n'est pratiquement pas présente comme par exemple l'Afghanistan ?

Il y a eu certes la Namibie (le succès appartient-il véritablement à l'ONU ?) et le Cambodge (mais on lira plus loin dans ce numéro, l'appréciation pour le moins nuancée que portent Kong Phirum, directeur de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, Nouth Narang, actuel ministre de la Culture, sur la mission des Nations Unies).

Les mêmes critiques reviennent régulièrement : missions mal définies, commandement impossible à assurer, lourdeur des mécanismes administratifs...

En vérité, le nouveau Haut Commissaire aux Droits de l'Homme aura fort à faire, d'abord pour rendre crédible son poste même.

La tâche pourtant est immense : il faut certes tenter d'éteindre les combats -mais en s'en donnant les moyens politiques- et faciliter l'action des organisations humanitaires dans les régions martelées par la guerre. Mais il faut aussi s'intéresser aux Etats où les conflits, quoique potentiels, n'ont pas commencé et développer, en Afrique, ou Asie, en Amérique Latine, et aussi dans certains Etats de l'ancienne URSS, un inlassable effort de formation à la démocratie. A cet égard, la prévention des guerres civiles et des dictatures constitue une mission tout aussi noble que la séparation -malaisée- des combattants. Mais l'ONU, qui n'a aujourd'hui pour seul mérite que celui d'exister, est-elle capable d'un nouveau souffle ?

Sabine Renault-Sablionière
Sté Internationale pour les Droits de l'Homme.

Michel de Guillenchmidt
Association Liberté

S O M M A I R E

STRATÉGIE- p. 2
L'aide aux démocraties
naissantes d'Europe de l'Est
est en marche.

ZOOM SUR...- p. 3
Droit de Regard se penche
aujourd'hui sur l'Angola.

DOSSIER- p. 4
Françoise Thom analyse la
situation en Russie, en fonction
des quatre critères définis par
Droit de Regard.

OPINIONS- p. 6
Deux personnalités
cambodgiennes s'expriment sur
l'avenir de leur pays.

TÉLEX- p. 7

SIDH EN BREF- p. 8

La formation des élus locaux, le développement de la vie associative et d'une presse libre et indépendante : autant de démarches significatives pour aider les démocraties naissantes.

Relations Ouest-Est

Dr Catherine ADAMSON-BILGER

Membre du Fonds européen pour la liberté d'expression

Vice-Présidente de l'Association Liberté

L'évolution brusque de la situation politique à l'Est a permis l'accès au gouvernement, aux parlements et aux collectivités locales, de femmes et d'hommes qui se sont battus avec courage pour l'avènement de la démocratie.

Beaucoup d'entre eux n'avaient jamais exercé de responsabilité de gestion. Il était urgent - et cela le reste encore - de faciliter cette transition vers la démocratie, en les aidant à faire face à leurs nouvelles responsabilités. **Le Fonds européen pour la liberté d'expression** s'est donc fixé comme objectifs de participer à la formation de ces élus locaux, de développer la vie associative, ainsi qu'une presse libre et indépendante, trois axes autour desquels doit s'articuler la liberté d'expression.

Former des élus locaux.

Débordants d'enthousiasme, ces élus locaux ignoraient, dans la plupart des cas, le fonctionnement d'une collectivité territoriale. Il fallait donc mettre l'accent sur des actions de formation de formateurs et d'apprentissage des pratiques et des modes d'organisation occidentaux. De nombreux séminaires ont été mis en place : en République tchèque sur la démocratie locale et les instruments du développement économique local, en Slovaquie sur la réforme territoriale et administrative, en Estonie sur la préparation des premières élections locales, en Roumanie sur l'audit et l'information auprès des maires d'arrondissement. En Albanie, une structure d'aide aux jumelages avec des communes de la CEE a été instituée le jour même où une délégation de la municipalité de Sofia venait à Paris pour une mission de coopération en matière sociale, cul-

turelle et de communication. A Varsovie, un Centre d'études et de recherches sur les collectivités territoriales et le développement local vient de s'ouvrir. Il compte, parmi ses étudiants, plus de deux cents élus et responsables de services municipaux venus de tout le pays.

Autant d'initiatives qui contribuent à former les élus et les futurs dirigeants aux mécanismes de la démocratie locale, tout en leur permettant d'établir des contacts avec des collectivités de la CEE.

Développer la vie associative.

Le but est d'aider à la création, dans les pays de l'Est, d'institutions démocratiques ayant pour vocation de donner naissance à la "société civile". L'objectif est de favoriser la prise de responsabilités par les citoyens, et leur implication dans la vie de la Cité, en développant les notions de solidarité collective. Celle-ci peut se concrétiser par un soutien aux organismes ayant pour vocation à favoriser la vie associative dans leur pays. C'est, par exemple, l'aide à l'investissement en moyens de communication (téléphone, fax) et la prise en charge d'un cadre salarial en République tchèque, l'équipement du Centre des Fondations et la formation de leurs dirigeants en Estonie, le soutien à des projets de conseils, d'appui technique et de formation auprès des grandes associations nationales, avec le Comité d'aide au développement de la liberté et de la démocratie en Roumanie, le soutien à la création de la Maison des Droits de l'Homme et un audit sur les besoins des 100 associations de la ville à Saint-Petersbourg, l'envoi d'un groupe d'experts auprès du Parlement pour réformer la loi sur le statut des associations en Albanie.

C'est de cette façon que seront progressivement formés des dirigeants d'associations, et que se multiplieront les

Centres nationaux d'aide à la vie associative, maillons indispensables à la mise en place d'une société civile.

Développer une presse libre et indépendante.

En dépit de l'adoption des lois garantissant la liberté de la presse dans la plupart des pays, on trouve encore bien souvent des monopoles d'impression, de distribution des journaux, des difficultés d'approvisionnement en papier... Le Fonds a voulu favoriser le pluralisme des médias, en donnant aux responsables d'institutions démocratiques les moyens concrets de maintenir et de développer leur presse. Il a, pour cela, réalisé des missions d'audit, envoyé du matériel de reprographie et d'impression, participé à la création de "press clubs", formé des responsables aux techniques modernes de communication.

Les pressions sur les journalistes et les médias sont encore très fréquentes, et les règles fondamentales de déontologie n'ont pas encore été toutes adoptées. C'est dans cet esprit qu'a été lancé un appel international en faveur du quotidien Republika, en Macédoine, soutenue la publication de la lettre d'information des minorités hongroises, ou encore organisé un colloque à l'Assemblée nationale sur le dialogue inter-ethnique en Yougoslavie. En établissant un droit de regard sur ces violations à la liberté d'expression, et en apportant une aide matérielle à certains journaux, le Fonds entend faire progresser la liberté d'expression dans chacun des pays d'Europe Centrale et Orientale.

Il reste beaucoup à faire, les exemples cités plus haut ont montré que cela était possible, avant que la "liberté d'expression dans les pays de l'Est" ne soit plus du domaine de nos préoccupations ■

ANGOLA

PIERRE RIGOULOT

Membre de la SIDH

Chercheur à l'Institut d'Histoire Sociale

Urne ne rime pas toujours avec démocratie.

Nous ne vivons pas seulement, depuis trois ou quatre ans, une époque marquée par l'écroulement du communisme, qu'il ait été pacifique (en Hongrie, par exemple) ou violent (en Roumanie), rapide (en Tchécoslovaquie) ou lent et haché de soubresauts (comme en Russie et en Yougoslavie).

L'époque actuelle met en cause l'idée que nous nous faisons de la démocratie.

En Algérie, les urnes ont donné un net avantage à un mouvement totalitaire religieux.

En Serbie, la majorité de la population soutient Milosevic.

En Roumanie, en Lituanie, en Pologne et bientôt en Hongrie, d'anciens communistes tiennent les rênes du gouvernement le plus légalement du monde : à l'issue d'un vote.

En Angola, il en est de même, bien que le "pro-occidental" Savimbi ait refusé le verdict des urnes, et relancé une nouvelle phase de la guerre civile. Comme d'habitude, la situation effective est moins claire que nos constructions intellectuelles : les communistes, là où ils ont repris le pouvoir, ou là où ils l'ont gardé, se sont fait élire en promettant le passage à l'économie de marché, et en ne se réclamant plus du léninisme. En Angola ou en Pologne, leurs adversaires anticommunistes les critiquaient même pour vouloir trop rapidement procéder à la mise au rancart du vieux système !

On peut aussi parler des fraudes et des irrégularités de ces scrutins. Mais avant les résultats, il y avait assez d'observateurs pour un contrôle des opérations électorales, sinon total du moins global. C'est après les résultats, catastrophiques pour les anticommunistes, que certains de ces derniers ont crié à la fraude complète !

En fait, il y a là un phénomène assez général pour qu'on soit tenu d'y réfléchir sans petitesse. La gravité des irrégularités, voire des violences, ne fait que confirmer tout le mal qu'on pense du totalitarisme communiste ou religieux. Mais elle ne suffit pas à légitimer la prétention des adversaires du totalitarisme à une représentativité leur

donnant le droit à continuer de gouverner leur pays (comme le FLN en Algérie) ou de s'emparer du gouvernement (comme l'UNITA en Angola).

La SIDH, dans son souci de "cibler" le "danger principal" (le totalitarisme) et d'ancrer ses analyses et ses actions dans un contexte politique favorable (la démocratie), avait toujours lié le respect des droits de l'homme à l'expression libre des citoyens, c'est-à-dire à leur libre vote.

A moins de soutenir que les peuples aient - ô merveille ! - un instinct sûr, il faut admettre qu'ils peuvent ne pas vouloir la démocratie, et que des régimes aux antipodes du respect des droits de l'homme peuvent sortir des urnes. Il y a soixante ans, exactement, Hitler était élu chancelier en Allemagne.

Est-ce à dire que l'assise politique de notre action doit être abandonnée ? Non pas. Il suffit, en effet, à un régime d'être l'instrument d'une forme ou d'une autre de totalitarisme pour tomber sous notre critique de défenseurs des droits de l'homme. Toutefois, l'hostilité marquée à un régime totalitaire ne devrait pas constituer un label de préjugé suffisant pour inciter systématiquement à un soutien à priori de notre part.

Liquidons donc en nous les traces d'esprit manichéen. Ce qui reste notre pire ennemi, le totalitarisme, avait trouvé un excellent refuge : il nichait dans nos habitudes intellectuelles ■

ANNE-MARIE GOUSSARD

Députée nationale de la SIDH
Présidente de Solidarité-Angola

Droit de Réponse

En Roumanie, en Lituanie, en Géorgie, en Pologne les communistes reviennent au pouvoir. Ils reviennent par la voie démocratique. Ceci a pour vertu sinon pour but de "clouer le bec" des démocrates. Or la démocratie n'est ni un dogme, ni un absolu. Elle est un moyen. Elle ne doit pas nous aveugler au point d'éviter les questions fondamentales. Elle ne doit pas nous servir à dissimuler nos échecs.

Le communisme secrète sa propre pérennité.

Il convient de se demander comment et pourquoi des individus qui ont subi ce système pendant souvent plusieurs générations, peuvent choisir d'y revenir. Le système communiste détruit toute capacité d'initiative, tout esprit critique, toute créativité. Il plonge dans un abîme d'angoisse tout individu, tout peuple qui tenterait de lui échapper. Il devient seul le point de repère, le seul recours.

L'Angola est un cas spécifique.

Il n'a pas vécu de période dite libérale avant les élections. Il sort directement de la période coloniale portugaise prolongée par l'occupation cubaine. Toute personne qui s'intéresse un peu à l'Angola sait comment l'établissement des listes électorales et le scrutin se sont déroulés : 400 observateurs pour 5800 bureaux de vote ne peuvent suffire surtout quand le contrôle porte sur le vote et non sur le dépouillement... Malgré cela, dans son communiqué du 6/10/93, la commission politique de l'U.N.I.T.A. "réitère l'acceptation de la validité des résultats des élections des 29 et 30 septembre 1992 bien qu'elle les considère comme ayant été frauduleux".

Et pourtant nul n'ignore le massacre systématique perpétré par le gouvernement M.P.L.A. contre l'U.N.I.T.A. les 31 octobre et 1er novembre 1992 à Luanda (plus de 2000 morts) ou le bombardement meurtrier de Huambo le 9 janvier 1993. L'U.N.I.T.A. a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu depuis le 20 septembre 1993. Elle contrôle aujourd'hui 90% du territoire dont le M.P.L.A. prive les populations de toute aide humanitaire. Seules La Semaine de la Liberté, la S.I.D.H. France et l'Association Liberté ont passées outre à cet interdit.

L'alibi de la démocratie ne doit pas dissimuler une erreur d'analyse, la résignation ou l'échec. Ce n'est pas à cause de la démocratie que les communistes sont revenus au pouvoir. C'est grâce à leur stratégie et leur action d'une part et à notre démobilitation politique d'autre part. Peut-être fatiguée par un combat pris à ses débuts ou en chemin, la "génération bidon" voudrait en finir. Elle a besoin de cette victoire sur le communisme dont elle a fait son fonds de commerce.

Mais les faits sont là ■

Françoise THOM, historienne et maître de conférences à Paris IV, analyse la situation en Russie en fonction de quatre critères de Droit de Regard. Un minimum exigible pour que les hommes vivent dans la dignité

ANALYSE

La Russie à travers les critères du Droit de Regard.

La libre circulation de la presse étrangère.

La presse étrangère est libre de circuler comme elle l'entend, la situation s'est naturellement améliorée. Mais il existe encore des endroits fermés aux étrangers, comme certaines villes de Sibérie, où se trouvent des installations militaires.

Au KGB, le bureau de Djerjinski -premier chef de la Tcheka- est accessible, pour créer l'illusion de la transparence. Toutefois, cette organisation reste très opaque. A titre d'exemple, l'ex-chef du KGB, Barannikov, a été limogé début août, officiellement pour incompétence, mais d'aucuns prétendent qu'ils fournissait au général Routskoï -meneur de l'insurrection armée du Parlement- des dossiers compromettants sur l'équipe gouvernementale... entreposés au neuviè-

me étage du Parlement, qui a brûlé depuis! Sa disgrâce serait plutôt due à son désaccord avec Eltsine.

En ce qui concerne les installations nucléaires, je ne saurais me prononcer de manière catégorique, mais j'imagine que l'Occident est mal informé. La libre circulation est autorisée, mais dans un certain périmètre, et dans la mesure où cette tolérance devient profitable. Le sentiment de peur -rappelez-vous Tchernobyl- généré dans les esprits occidentaux rapporte beaucoup aux Russes

Les poursuites engagées, devant les juridictions, sur des critères ethniques religieux ou idéologiques.

Il est difficile d'affirmer que les poursuites engagées le sont pour les motifs ci-dessus. La corruption est l'acte d'accusation le plus fréquent. Comme tout le monde est corrompu, il y a toujours moyen de poursuivre quelqu'un pour ce délit. Mais cette accusation, légitime en soi, cache le plus souvent un règlement de comptes politique.

La Russie donne formellement l'impression d'être moins arbitraire. Toutefois l'arbitraire de fond demeure.

Ainsi, le maire de Moscou a profité de l'état d'urgence début octobre, pour se débarrasser des Caucasiens, avec violence et une évidente connotation raciste. Ceux-ci étaient tenus pour responsables d'une criminalité

en hausse. De même, les opposants d'Eltsine ont subi des brimades sur des critères qui sont en fait purement idéologiques. Certaines femmes de députés ont été l'objet de "tracasseries" visant à les intimider : coups de téléphone la nuit, visites de la milice...

La Liberté d'aller et venir sans décision de l'Autorité publique.

On peut aller et venir en toute liberté, si on ne craint pas de se faire agresser par des malfrats ! En Russie, le problème ne vient plus des interdictions de la part des autorités en place : les limitations de circuler sont quasiment inexistantes. La difficulté est maintenant d'ordre pratique et repose avant tout sur les risques encourus. La Russie est devenue un pays de bandits. Depuis la sanglante victoire du Kremlin sur la "Maison Blanche" c'est-à-dire le Parlement, l'arbitraire n'a fait qu'augmenter. L'état d'urgence a été l'occasion pour Moscou de donner la chasse aux Caucasiens, qui vendaient des fruits et légumes sur les marchés de la ville. Résultat, les marchés sont vides, il n'y a plus rien à manger. Ceci est une attitude typiquement communiste.

La possibilité, pour les organes de la communauté internationale, de contrôler les lieux de détention.

Toute autorité mandatée peut visiter les lieux de détention, si elle en formule la demande, mais le terme "contrôler" est impensable. Les Russes montrent ce qu'ils veulent.

Sur un plan plus général, on peut se demander si un changement est intervenu depuis l'état d'urgence. A vrai dire, la situation est très mauvaise, notamment sur le plan des droits de l'homme, et ce n'est qu'un commencement. Pour le moment, Eltsine est vainqueur, mais les problèmes sont toujours là. La violence a été commise, et elle ne s'arrêtera pas de sitôt. La police est maîtresse de la situation à Moscou. Sous couvert de lutte contre la criminalité, on voit apparaître la violence policière gratuite, toutes les personnes un peu basanées courent des risques. Des diplomates, ressortissants de pays arabes, ont été interpellés et passés à tabac. Il faut ajouter à cela que les miliciens, qui, pour la plupart, viennent de province, se vengent sur la capitale et procèdent à des pillages en tout genre. L'état d'urgence vient d'être aboli, mais, comme l'a dit Sevastianov, chef du KGB, "tout ce qui concerne la lutte contre la criminalité est maintenu". C'est le retour de l'atavisme soviétique au grand galop. Nous avons assisté récemment à une ébauche de guerre civile, qui a été étouffée sur l'instant, mais les causes du conflit n'ont

pas disparu, et la question est loin d'être résolue.

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions fiables sur les élections de décembre dernier. L'écoute des populations montre cependant, clairement, le traumatisme laissé par l'assaut donné contre le Parlement, en octobre dernier. C'était la première fois, depuis la fin de l'ère soviétique, que le pouvoir employait la violence pour régler un problème politique.

Les tendances observées lors du scrutin ne sont que les manifestations les plus apparentes de ce désarroi, et le prolongement de cette guerre civile larvée. Je pense au vote Jirinovski, mais aussi à l'abstention de régions entières, comme le Tatarstan ou la Tchétchénie. Les grandes villes comme Saint-Petersbourg ou Moscou ont voté à moins de 50%. En outre, toute analyse ne doit pas occulter le fait que les résultats officiels n'ont été proclamés que trois semaines après les élections. N'est-ce pas là la volonté de présenter des résultats acceptables pour la communauté internationale, plus que de refléter l'exact état de l'opinion?

La communauté internationale ne peut qu'essayer de comprendre ce qui se passe, et ne pas se nourrir d'illusions sur la démocratie en Russie.

Pour l'instant, elle se voile la face devant la réalité ■

"La politique cambodgienne de la France est molle, hésitante, et peu réaliste."

KONG PHIRUM, directeur de l'Ecole normale d'administration et de magistrature à Phnom Penh, NOUTH NARANG, ministre de la Culture de l'actuel gouvernement cambodgien, analysent pour "Droit de Regard" la situation au Cambodge.

Quel est votre sentiment vis-à-vis de la présence de l'ONU au Cambodge ?

(K.P.) - La présence de l'ONU a été positive sur plusieurs points : le réveil national tout d'abord, dans un pays ravagé par vingt ans d'affrontements et de bouleversements. L'arrivée sur place des forces de l'ONU a aussi apporté de l'argent, et une conception certaine de la démocratie.

Sur le plan négatif, je dirai que tous ces hommes avaient insuffisamment été préparés aux mœurs et coutumes khmères. Les moyens mis en œuvre étaient souvent disproportionnés par rapport aux besoins : trop de voitures, moyens de communication inadéquats en ville. L'ONU a embauché des Cambodgiens à des salaires loin d'être conformes à la grille en vigueur : 300 dollars US par mois, ce qui est bien sûr élevé par rapport au niveau de vie d'un simple Cambodgien, mais bien peu comparé aux 150 dollars que recevaient, par jour, les forces de l'ONU.

Finalement, l'ONU laissera un souvenir amer à la population khmère. La réussite des Nations Unies n'est pas totale, dans la mesure où certains objectifs n'ont pas été atteints, la démilitarisation notamment. Il faut ajouter à cela une prostitution galopante, qui a apporté diverses maladies, dont le SIDA.

(N.N.) - Sa mission a été positive dans la mesure où elle a permis la tenue des élections à la date prévue, et ce, malgré l'attitude des Khmers rouges. 90% des Cambodgiens se sont rendus aux urnes.

Sur un plan négatif, on peut dire que le contact avec les Cambodgiens s'est mal établi, en raison d'une

méconnaissance de la culture khmère. Le modèle social onusien a créé de profondes perturbations au sein de la société khmère : corruption, rupture familiale, clivage entre la société du dollar américain et celle du riel cambodgien. Tout cela a créé une situation nouvelle, difficile à gérer.

Que signifie, pour vous, la victoire du FUNCINPEC ?

(K.P.) - Les Cambodgiens ont voté massivement pour un changement des hommes politiques, n'aspirant qu'à la paix. Et c'est la personne du prince Sihanouk qui redonne, au peuple cambodgien, espoir pour la paix et la relance du pays.

(N.N.) - Elle est l'expression d'un besoin de changement radical, du refus, de la part du peuple cambodgien, d'une société bureaucratique, policière et communiste.

Croyez-vous qu'un équilibre politique soit possible au Cambodge, entre les quatre factions (PPC, FUNCINPEC, PDLB et Khmers rouges) ?

(K.P.) - Il m'est difficile de répondre à cette question. Des événements imprévus sont toujours possibles, mais les Cambodgiens ont accordé leur confiance aux nouveaux dirigeants, parmi lesquels le Prince Sihanouk, pour que la paix soit rétablie.

Quelle sera la politique du Cambodge vis-à-vis de ses deux grands voisins que sont le Vietnam et la Thaïlande ?

(K.P.) - Je ne souhaite pas voir se répéter les précédents historiques de trois siècles de lutte et d'alliance consécutives avec l'un et l'autre de ces deux pays. Il faut que les Cambodgiens s'attachent à régler seuls leurs problèmes intérieurs.

(N.N.) - Notre pays devra trouver une politique habile de bon voisinage, en tenant compte des frontières historiques.

Pour ce qui est du Vietnam, nous devons plutôt nous orienter vers une politique économique équilibrée, fondée sur des rapports ayant trait principalement au domaine agricole, puisque le Vietnam a besoin du Cambodge pour se nourrir. Il serait souhaitable de normaliser les échanges économiques.

Avec la Thaïlande, le jeu est plus subtil. Sur le plan socio-économique, ce pays a vingt ans d'avance sur nous, et ne propose souvent que des modèles mafieux quelque peu envahissants. Nous avons, en revanche, des bases culturelles communes, d'origine khmère, que nous pourrions développer avantageusement. Notre intérêt sera de nous orienter vers une politique axée sur le domaine culturel plutôt qu'économique, où de toute évidence nous ne faisons pas le poids.

Peut-on parler de reconstruction au Cambodge ?

(K.P.) - Bien sûr ! La volonté de reconstruire le pays est évidente, mais les moyens insuffisants. Il faut d'ailleurs distinguer la reconstruction morale et intellectuelle par la formation, la culture scientifique et technique, d'une part, et la reconstruction matérielle et physique, d'autre part.

(N.N.) - Il faut donner la faculté au pays d'être lui-même, c'est notre priorité. Le tissu social a craqué. Nous devons maintenant nous attacher à former des cadres khmers, qui font cruellement défaut, afin d'engager le pays dans la modernité.

Le tourisme est sans doute un bon facteur économique, mais il comporte un danger de désintégration de la société khmère.

Les objectifs prioritaires sont la réhabilitation de l'artisanat, des arts décoratifs et de l'agriculture, puis de l'agro-alimentaire, afin de nourrir le Sud-Est asiatique et le Japon.

Que pensez-vous de la politique de la France au Cambodge ?

(K.P.) - C'est une politique molle, hésitante et peu réaliste. Les Cambodgiens sont restés fidèles à la France, ils n'aspirent qu'à renouer les liens d'antan; mais ils sont déçus par son absence.

(N.N.) - La présence militaire française a été tout à fait positive auprès de la population cambodgienne. Cependant la politique de la France a été plutôt frileuse. Celle-ci n'a pas joué le rôle déterminant qui aurait pu être le sien, alors qu'elle avait tous les atouts en main.

Que peut-on dire des ONG (Organisations non gouvernementales) ?

(K.P.) - Elles sont plutôt bien vues au Cambodge, à l'exception des ONG religieuses et prosélytes. Le Cambodge est un terrain d'expérimentation.■

VIETNAM

Un défenseur des droits de l'homme âgé de 43 ans, Tran Vong Quoc, se trouve en prison depuis 1988, date à laquelle il avait été condamné à une peine de 12 ans d'emprisonnement, pour "activités antigouvernementales". Sa santé est très précaire. ■

PAKISTAN

Trois jeunes chrétiens pakistanais, Salamat Masih, Rehmat Masih, Manzoor Masih, accusés à tort de blasphème envers l'Islam, risquent la peine de mort, selon une loi religieuse, qui sert en fait à la répression. Dix huit cas identiques ont été signalés, à l'encontre de chrétiens, notamment. ■

CUBA

Les emprisonnements politiques continuent...

Le vice-président du Parti civique démocratique, Professor Domiciano Tores Roca, a été arrêté en août dernier, pour avoir criti-

qué publiquement la police d'Etat. Un syndicaliste, Rafael Gutiérrez Santos, accusé de "propagande ennemie", est en prison depuis février 1993.

Un ardent défenseur des droits de l'homme, Rodolfo Gonzaléz Gonzaléz, à l'origine de 60 % des informations contenues dans le dossier du Rapporteur spécial de l'ONU, est emprisonné depuis décembre 1992, pour divulgation de fausse information, et "possession de propagande ennemie". Il a été arrêté sur simple dénonciation de deux de ses voisins d'immeuble.■

ALBANIE

11 quotidiens d'information se sont mis en grève, mi-octobre, pour protester contre la nouvelle loi sur la presse, qui "menace l'existence d'une presse libre".

Ces journaux critiquent le manque de précision concernant les informations couvertes par le secret d'Etat, dont la diffusion est passible d'amendes allant jusqu'à 8000 dollars US, alors que le salaire mensuel moyen des journalistes est de 40 à 50 dollars.■

AFRIQUE

Le Secrétariat International publie un bulletin de quatre pages en anglais, sur la démocratie et les droits de l'homme en Afrique.

Le numéro 2 est sorti en octobre dernier.

ONU

La SIDH a participé en décembre, en Norvège, à la réunion organisée entre les ONG engagées dans l'aide aux réfugiés, et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

JEUX OLYMPIQUES

La SIDH s'est associée aux campagnes de protestation contre la tenue des Jeux Olympiques d'été à Pékin.

AMÉRIQUE LATINE

La SIDH a organisé le 10 décembre 1993, à Miami, une réunion à laquelle étaient conviées toutes les sections d'Amérique Latine, comme elle le fait pour les sections européennes, afin de coordonner et promouvoir son action dans cette partie du monde

ZAÏRE

Malgré de gros problèmes d'organisation, la section zaïroise de la SIDH poursuit son action d'information sur la situation des droits de l'homme au Zaïre : arrestation de journalistes, aide aux orphelins victimes de la violence politique...

Elle forme également le projet de construire un Centre des droits de l'homme sur place.

NOUVEAUX AFFILIÉS

Deux nouveaux affiliés : Le Groupe arménien des Droits de l'Homme, installé en Grande-Bretagne, et le Comité de défense des Droits de l'Homme à Pristina (Kosovo), dont le président est Adem Demaci (Prix Sakharov) qui a passé 29 ans dans les prisons d'ex-Yougoslavie.

CROATIE

Début septembre, deux membres de la section allemande ont effectué une mission d'observation en Croatie. Un document sur les projets de la SIDH en ex-Yougoslavie est à l'étude.

La création d'une nouvelle section en Croatie est envisagée dans un proche délai.

| | | |
|---|---|---|
|  |  | <p>Droit de Regard Édité par l'Association Parisienne de Presse BP 2016 - 75761 Paris Cédex 16 Directeur de la publication : Patrice Renault Rédacteur en chef : Sabine Renault-Sablionière Secrétaire de rédaction : Catherine Laurent Conception : Bava-Groulez Réalisation : Gilles Bourgeois Impression : Repro-Dupli, Paris. N° de commission paritaire de la presse : 68.714 Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 1993 Abonnement : 120 F. ISSN : 1165 - 6433</p> |
|---|---|---|